

Vivre pauvre dans un quartier riche

La vie des ménages modestes dans les quartiers aisés est un sujet peu traité par les sociologues. Ces familles, souvent immigrées et monoparentales, doivent assimiler les codes de leur nouvel environnement. Pour que la greffe prenne, les conditions à réunir sont nombreuses, et le succès n'est jamais garanti

« Quand j'ai vu la première fois ce bel immeuble et visité ce logement dans le Marais, je n'y croyais pas ! J'étais tellement contente ! Aujourd'hui, je le suis toujours autant. C'est un quartier tranquille et on a enfin notre chez nous après neuf ans passés dans des dizaines d'hôtels », raconte Myriam D. Depuis cinq mois, cette jeune femme d'origine ivoirienne s'est installée dans un quatre pièces de 82 m² avec ses quatre enfants en bas âge, dont un bébé de quatre mois. Grâce à l'opération « Louer solidaire » mise en place par la Mairie de Paris, elle vit dans un duplex au rez-de-chaussée d'un hôtel particulier du XVII^e siècle, rue de Turenne, dans le 3^e arrondissement de Paris, l'un des plus chers de la capitale.

La majestueuse porte cochère bleue du numéro 60 de cette rue pourrait dissimuler un musée, une fondation ou des bureaux design. Il n'en est rien : cette belle adresse abrite une copropriété privée, dont l'un des appartements a été confié à l'association Habitat et Humanisme, qui a choisi Myriam comme locataire. « C'est très calme ici, dit-elle. Il me semble qu'il y a des familles russes qui vivent à l'étage, mais ils ne sont pas là tout le temps. En fait, je croise assez peu de monde. Mes enfants n'ont pas le droit de jouer dans la grande cour fermée de l'immeuble, alors on va au square et au parc juste à côté. » Pour cette mère de famille célibataire, qui occupe un emploi de femme de chambre dans un hôtel parisien, le quotidien est devenu « un peu plus simple ». « A la rentrée prochaine, les grands vont aller à l'école primaire à 100 mètres de la maison et le petit ira à la crèche. Après mon congé maternité, je ne serai pas loin pour aller en métro à mon travail, du côté de la porte Maillot », poursuit-elle.

« POUR LES ENFANTS, C'EST PLUS SÛR »

Le même soulagement est perceptible chez Fatou et Ibrahim L., qui ont emménagé il y a huit mois avec leurs deux filles, âgées de 3 et 5 ans, dans un deux-pièces de 50 m² situé dans le 17^e arrondissement. Dans cet immeuble cossu, aux parties communes soignées,

avec du marbre au sol, des miroirs et des portes vitrées dans le hall d'entrée, la famille a trouvé un nouvel équilibre. *« C'est propre et calme. Pour les enfants, c'est plus sûr. Cela nous change du 10^e arrondissement où nous étions avant. Là-bas, c'était agité et fatigant, avec beaucoup de cris, de klaxons, de contrôles d'identité et de trafics »*, détaille Ibrahim, rayonniste dans une pharmacie du Quartier latin.

Les premiers mois de leur arrivée ont pourtant été agités. Trois jours après leur emménagement, la voisine du dessous, une dame âgée, s'est manifestée, excédée. Cette personne, qui ne supportait pas les bruits de pas et les cris des petites filles, frappait sans cesse sur les radiateurs avec un balai, et venait presque tous les jours sonner à leur porte pour se plaindre. *« Avec l'expérience de plusieurs familles suivies et installées dans des immeubles bourgeois, on se rend compte du comportement intolérant de certains habitants. Cela frise parfois le harcèlement moral »*, observe Sylvie Berthet, responsable des bénévoles des 15^e et 16^e arrondissements de Paris chez Habitat et Humanisme. *« Ce comportement de la voisine a été très dur à vivre. On était tout le temps obligés de dire aux enfants de ne pas courir, de ne pas parler fort, de poser doucement leurs jouets. Ce n'est pas facile pour des petits »*, se souvient le père de famille. Pour apaiser les tensions, le travailleur social qui accompagne cette famille malienne leur a conseillé d'acheter de grands tapis, et d'en calfeutrer les deux pièces. *« Dès que les enfants rentrent de l'école, je les déroule ! »*, indique Fatou. Leur appartement étant très peu meublé et très sonore, cette précaution a été salvatrice. Depuis, la tension est retombée. *« Cela fait trois mois que la voisine ne vient plus sonner »*, confie Ibrahim.

DÉNOUER LES CONFLITS

« Le bruit est une vraie difficulté pour beaucoup de familles relogées. C'est une source récurrente de querelles avec les voisins dans les immeubles résidentiels », admet M^{me} Berthet. Les travailleurs sociaux et les bénévoles qui accompagnent ces locataires fragiles tentent de trouver des solutions pour dénouer les conflits. *« On fait de la médiation. On discute avec le voisin qui se plaint, avec le conseil syndical ou la gardienne de l'immeuble. Si cette dernière est conciliante, elle peut nous aider à négocier avec des habitants très remontés. Pour aplanir les difficultés, on donne aussi des conseils pratiques aux familles afin de limiter les nuisances. Certaines ne savent pas comment s'y prendre parce qu'elles étaient logées jusque-là dans des squats ou dans des meublés sans intimité. Mais il y a des limites, il faut pouvoir vivre normalement dans un logement »*, explique Cassandra Pradenc, conseillère en économie sociale et familiale à Paris chez Habitat et Humanisme.

Parfois, la pression du voisinage vire au cauchemar. C'est le cas pour Fatou C., qui loue depuis deux ans un grand appartement cossu boulevard Suchet (16^e arrondissement). Dès son arrivée, ses voisins de palier ont commencé à lui reprocher de faire trop de bruit, puis ils se sont plaints des odeurs de cuisine, d'encens... Aujourd'hui, elle a le sentiment d'être devenue transparente. Lorsqu'ils la croisent, ses voisins ne la saluent pas, ne lui tiennent pas la porte d'entrée, ni celle de l'ascenseur. *« Dans des cas extrêmes, et malgré de nombreuses tentatives de conciliation, on n'a pas d'autres solutions que de faire déménager la famille. Il y a des immeubles où, quelles que soient les personnes installées, les mêmes critiques reviennent, même si on prend toutes les précautions possibles. Les préjugés sont puissants. Dans ces cas, le refus de la mixité sociale et ethnique est violent et évident »*, résume Marie-Cécile Duthu, responsable de la coordination Paris, au pôle social d'Habitat et Humanisme Ile-de-France. Olivier Launay, directeur de l'association, tient cependant à relativiser : *« Dans neuf cas sur dix, la greffe prend. »*

Pour la sociologue Monique Pinçon-Charlot, spécialiste de la grande bourgeoisie, ces réactions épidermiques ne sont qu'un faux prétexte. Elle raconte : *« Au cours d'une enquête, j'ai rencontré un habitant dont la famille habitait le 16^e arrondissement depuis plusieurs générations. Il se souvenait avec nostalgie des parties de tir aux pigeons qui se déroulaient dans le bois de Boulogne, à deux pas des immeubles d'habitations. Ces*



Fatou et Ibrahim L. ont emménagé en 2016 avec leurs deux filles dans un deux-pièces de 50 m² géré par Habitat et Humanisme dans le 17^e (Photos : Oh les murs ! Francis Cochard)

bruits de balles étaient tolérés et ne dérangent personne. Comme le disait le sociologue Pierre Bourdieu, "il n'y a que le bruit de classe qui dérange" ! »

L'installation d'une famille pauvre dans un quartier bourgeois est-elle efficace pour promouvoir la mixité sociale ? Et faut-il la rechercher à tout prix ? « *Le pouvoir politique part du postulat que la mixité sociale forcée est une réponse efficace au mal logement et à la ségrégation urbaine. Et qu'il suffit d'installer une famille précaire dans un quartier chic pour que cela fonctionne. Le contexte urbain participerait ainsi à améliorer leur situation de vie. Or, cette injonction n'a rien d'évident. Cette cohabitation entre des populations très différentes ne marche pas toujours et ne produit pas nécessairement les effets escomptés. Il n'y a pas de règles* », affirme Lydie Launay, maître de conférences à l'Institut national universitaire Champollion et attachée au laboratoire CNRS-LISST-CERS. Cette jeune sociologue a réalisé des entretiens avec plus de 80 familles modestes logées dans une HLM à deux pas des Champs-Élysées (8^e arrondissement). Ses conclusions sont très partagées. « *Ces relogements voulus et soutenus par la Mairie de Paris ont des effets positifs, mais aussi négatifs sur les personnes concernées* », dit-elle. Les difficultés d'adaptation des familles à leur nouvel environnement sont souvent d'ordre économique.

LES EMBOURGEOISÉS ET LES DÉCALÉS

« *Ces familles précaires qui habitaient jusqu'alors dans des logements insalubres doivent assumer de nouvelles dépenses. Être locataire d'un logement ordinaire implique des frais supplémentaires : achat de meubles, loyer régulier, charges locatives...* », souligne Pascale Dietrich-Ragon, chargée de recherche à l'Institut national d'études démographiques (INED), qui travaille sur les inégalités de logement, la précarité résidentielle et les conditions de vie des catégories populaires. « *D'autre part, beaucoup ont quitté des quartiers où ils bénéficiaient de la solidarité et de l'entraide du voisinage, et où ils pouvaient se débrouiller. Certains se retrouvent avec un budget très serré à gérer. Pour eux, le "reste à vivre", autrement dit le budget disponible pour les frais autres que le logement, se transforme en "reste à survivre"* », ajoute-t-elle. Plus inattendu, il arrive

que le déménagement fasse remonter à la surface des problèmes anciens qu'on croyait résolus. « *Certaines personnes pensent, à tort, que tous leurs soucis sont à mettre sur le compte de leur mal logement*, poursuit M^{me} Dietrich-Ragon. *Une fois qu'ils ont un "chez eux", d'autres problèmes d'ordre financier, familial, social, sanitaire ou administratif peuvent resurgir. Et tout peut se cumuler.* »

Lors de son enquête dans le 8^e arrondissement, la sociologue Lydie Launay a distingué deux profils : les « embourgeoisés » et les « décalés ». « *Les premiers s'adaptent à leur nouvel environnement urbain. Ils apprécient de vivre dans des quartiers aisés, homogènes et dans des espaces aérés, plus vastes et plus sécurisés. En revanche, les autres s'adaptent mal, voire pas du tout* », note-t-elle. Les « embourgeoisés » tiennent généralement un discours positif. « *On rencontre une certaine catégorie de population et ça donne envie de monter dans l'échelle sociale* », déclare Victor L. (1). La stabilité retrouvée dans un logement sain et confortable, dans un quartier sans histoires, donne parfois à ces locataires du parc social une ambition nouvelle. « *Cela donne envie de réussir* », confirme Fatou L., la femme d'Ibrahim. Certains entament une formation d'enseignement général (cours de français, passage du baccalauréat) ou professionnelle. « *Au cours de mes entretiens, j'ai rencontré une femme algérienne qui était enseignante dans son pays et femme de ménage en France, témoigne Lydie Launay. C'est en discutant avec des nounous au parc Monceau, à côté de son domicile, qu'elle a appris qu'elle pouvait se former pour exercer ce métier. C'est donc grâce à ce nouveau réseau social local qu'elle a débuté sa reconversion professionnelle. Elle a repris ses études et a décroché un diplôme d'assistante maternelle.* »

40 %

Trois arrondissements de Paris (18^e, 19^e et 20^e) totalisent plus de 40 % des logements sociaux de la capitale.

« UN COMPORTEMENT DE CHARITÉ, MAIS PAS DE SOLIDARITÉ »

Monique Pinçon-Charlot est sociologue et ancienne directrice de recherche au CNRS. Avec son mari Michel Pinçon, elle est l'auteur de nombreuses enquêtes sur la bourgeoisie et sur les quartiers riches. Publié en septembre 2017, leur dernier livre, *Panique dans le 16^e* (La ville brûle), analyse les comportements des habitants de cet arrondissement cossu suite à l'annonce par la Ville de Paris de la création d'un centre d'hébergement pour SDF dans le bois de Boulogne, aujourd'hui en activité.

Les quartiers bourgeois de l'Ouest parisien sont-ils des bastions réfractaires à la mixité sociale ?

Ces arrondissements ont été bâtis pour et par la grande bourgeoisie parisienne au XVIII^e et au XIX^e siècle. Cette classe sociale dominante éprouve alors le besoin de construire de nouveaux quartiers à son image, ou plus précisément à l'image qu'elle veut donner d'elle-même. La richesse se voit dans la pierre des constructions, dans l'organisation spatiale... Les plans et les parcelles sont rectilignes, les avenues sont spacieuses. Les immeubles et les hôtels particuliers sont volontairement imposants, avec des surfaces habitables généreuses. Cela n'a pas changé ! Les habitants de ces quartiers concentrent toujours plus les pouvoirs économiques, financiers, politiques et médiatiques. Ils continuent de vivre et de prospérer dans ces espaces délimités, avec des habitants qui leur ressemblent. Ils se cooptent et assurent leur reproduction sociale. Ils fréquentent les mêmes écoles, les mêmes rallyes, les mêmes milieux, partagent les mêmes restaurants et, souvent, les mêmes lieux de villégiatures. Cette classe dominante, minoritaire en nombre, éprouve toujours le besoin de se regrouper pour défendre ses intérêts. C'est encore plus vrai ces dernières années, comme le montrent l'accroissement des inégalités et la concentration des richesses chez les grandes fortunes. Face aux plus démunis, ils continuent d'adopter un

comportement de charité, mais pas de solidarité.

Comment réagit cette classe sociale privilégiée à l'arrivée de logements sociaux décidés par la Mairie de Paris et à l'installation de population modeste ?

Ils se mobilisent, se battent et mènent une résistance active. Ils utilisent leurs connaissances professionnelles et font jouer leurs réseaux. Ils constituent des associations et posent des recours contre les permis de construire accordés par la Mairie de Paris. Dans le 16^e arrondissement, le bois de Boulogne est historiquement leur « pré carré ». En 2014, lorsque la Ville de Paris a annoncé l'ouverture d'un centre d'hébergement pour SDF à 55 mètres de leurs belles habitations, le vernis a craqué. Cette décision a déclenché un tollé et une colère qu'ils n'ont pas su maîtriser.

La mixité sociale est-elle possible dans ces quartiers ?

Disons qu'il est difficile d'afficher sa différence dans ces quartiers riches, de ne pas être de la bonne couleur de peau, de porter des vêtements différents... Les ménages modestes qui y résident font face à une violence symbolique. Ils doivent affronter les regards de leurs voisins, subir leurs réflexions... Ces comportements s'expliquent par un sentiment d'impunité de classes. Il y a tout un processus de déshumanisation de l'autre « dissemblable ». Ce dernier doit être à leur service ou, mieux encore, être transparent. La mixité sociale va avoir du mal à fonctionner dans ces quartiers, où les rapports entre les classes restent très antagoniques. Mais on ne doit pas laisser ces territoires ainsi, car ces « ghettos de riches » constituent des zones de non droit. Sur ce plan, la politique volontariste de la Mairie de Paris en faveur de la mixité sociale a des effets bénéfiques.

**PROPOS RECUEILLIS PAR
LAURENCE BOCCARA**

En revanche, la greffe des « décalés » avec leur nouveau milieu est vouée à l'échec. Ils se sentent marginalisés, jugés, parfois même agressés par leurs voisins, « les gens du quartier », « les bourgeois » ou « les blancs ». Pour ces gens, la vie quotidienne est une souffrance. « *Ils perçoivent les réactions des gens de l'immeuble ou du quartier comme la manifestation d'un racisme plus ou moins feutré, relève M^{me} Launay. Beaucoup ont le sentiment de ne pas être à leur place car on le leur rappelle régulièrement.* »

Pour que la mayonnaise prenne, certains ingrédients doivent être réunis. « *Ce sont les personnes qui possèdent un capital culturel et social qui en général s'adaptent le mieux à leur nouveau milieu. En revanche, c'est beaucoup plus dur pour les plus fragiles socialement* », assure M^{me} Dietrich-Ragon. « *Les statistiques montrent que les personnes retirent un moindre bénéfice du relogement quand elles font un bond trop grand dans la hiérarchie résidentielle. C'est notamment le cas quand elles se trouvent relogées dans des quartiers beaucoup plus aisés qu'auparavant* », analyse la chercheuse.

« AH, T'ES RICHE ! »

Les locataires « décalés » ont tendance à se recroqueviller sur eux-mêmes. Ils vivent leur relogement comme un déracinement et ont le sentiment d'être traités en paria. Pour se protéger, certains adoptent des logiques de fuite et des stratégies d'évitement. « *Ils nous mettent dans des quartiers chics, sauf qu'il n'y a rien d'attrayant pour nous. Je m'ennuie ici, je n'ai rien à y faire. Je préfère retourner dans le 20^e* », avoue Etienne P., sans emploi (2). Les sociologues qualifient ce comportement d'« auto ségrégation ». Dès que l'occasion se présente, ces locataires retournent dans leur ancien lieu de vie pour revoir la famille, les amis, retrouver leurs habitudes et faire leurs courses. « *Ah les courses! C'est un sujet épineux quand on habite dans un quartier riche !* », s'exclame Catherine Debault, travailleuse sociale à Paris pour Habitat et Humanisme.

Impossible de consommer sans calculer systématiquement dans un environnement aisé, où les commerces de proximité présentent des produits et des prix correspondant au pouvoir d'achat des habitants du quartier. Bien sûr, pas question pour ces familles modestes d'aller chez l'artisan boucher, le poissonnier, le fromager, à l'épicerie fine ou même à la supérette bio. Ces magasins ne sont adaptés ni à leur mode de vie ni à leurs finances. « *Les familles vont en priorité faire leurs emplettes dans les supermarchés pas chers du genre Lidl ou Aldi. Nous sommes là pour les aider à s'appropriier le quartier. Si besoin, on leur donne des adresses de magasins solidaires qui n'ont pas toujours pignon sur rue. Toutefois, ces adresses économiques n'existent pas dans tous les quartiers bourgeois* », reconnaît Françoise Viney, une bénévole du 14^e arrondissement. Beaucoup vont faire leurs courses loin de leur domicile, dans un quartier populaire. « *J'habite dans le 15^e arrondissement, mais je continue de faire mes courses dans un marché du 19^e que je connais. C'est vraiment moins cher et, surtout, je trouve tous les produits africains dont j'ai besoin* », explique Rita O., la quarantaine.

Les effets positifs de cette mixité sociale existent. Pour certains, résider à une belle adresse procure un sentiment de valorisation et d'ascension sociale. « *Quand je dis que j'habite ici, on me dit : "Ah, t'es riche !" Je suis contente de dire que j'habite le 8^e, à côté des Champs-Élysées* », explique Iman B. (2), sans emploi. Ce « surclassement résidentiel » (3), comme le qualifie la sociologue Pascale Dietrich-Ragon, influe parfois sur le comportement des nouveaux arrivés, qui cherchent à se « fondre dans la masse ». « *Je ne voulais pas que les gens riches me critiquent, qu'ils disent que je suis mal habillée. Je voulais donner une bonne image de moi* », déclare Fati A., agent RATP. De même, une habitante guinéenne (2) affirme ne plus porter de boubou pour être moins « étiquetée » africaine. « *Des fois, je préfère me mettre en Européenne parce que je me dis que si on veut être bien ici, il faut s'habiller comme cela* », glisse-t-elle.

Même si résider dans un beau quartier génère parfois des souffrances, tous considèrent que accéder à un environnement favorisé est une chance pour leurs enfants. « *Les parents sont contents car ils savent que les écoles des environs sont d'un bon niveau, bien*

fréquentées, et que leurs petits auront l'opportunité de s'épanouir, de faire des études et avoir à la clef une bonne situation », indique Marie-Cécile Duthu. « L'autre fois, j'ai accompagné une maman pour inscrire sa fille à du soutien scolaire dispensé par une association du coin. La maman était contente car il n'y avait pas ce genre d'aide dans son ancien quartier », témoigne Françoise Viney. Pourtant, à l'école, le racisme et la discrimination ne sont jamais très loin. Par exemple, les filles d'une locataire du 16^e sont les seules Africaines de leur école, et elles ne sont jamais invitées aux anniversaires des enfants de leur classe.

La politique de mixité sociale de la Mairie de Paris, notamment à travers le dispositif Louer Solidaire mis en place depuis dix ans, consiste à installer des familles très modestes dans des appartements isolés (« en diffus », selon la terminologie en vigueur) situés dans des immeubles du parc privé. Dans la plupart des cas, cette stratégie du « goutte-à-goutte » fonctionne et la greffe ne provoque pas de rejet du voisinage. « *C'est de la dentelle : on loge un ménage dans un appartement isolé dans un immeuble non social où ils sont les seuls dans cette situation », explique Olivier Launay, directeur d'Habitat et Humanisme Ile-de-France. « Cette solution de relogement ponctuelle dans le diffus passe souvent plus inaperçu dans un quartier homogène. Cela peut contribuer à faire tomber les tensions et faciliter leur adaptation », poursuit Lydie Launay.*

La mise en place de cette politique est encore trop récente pour en tirer des conclusions définitives. Dans son article Classement, déclassement, reclassement sur le marché résidentiel (2), Pascale Dietrich-Ragon indique néanmoins que « *grâce au relogement, certaines personnes interrogées prennent un nouvel élan dans la vie. Près de 70 % considèrent que le changement d'habitat a eu un effet bénéfique sur leur santé ou celle de leurs enfants. Et même 83 % jugent que cela a eu un effet positif sur leur moral* ». Les familles installées dans les appartements privés à loyers très sociaux gérés par Habitat et Humanisme restent en général dans les murs deux à trois ans. Une fois qu'elles sont autonomes et qu'une place se libère, elles emménagent, de façon définitive cette fois, dans un logement social public. Avec parfois le risque de provoquer de faux espoirs chez certaines familles. « *Je sais que cette location dans le Marais est provisoire. Mais aujourd'hui, tout ce que je souhaite c'est que l'on me propose un logement social dans ce quartier. Ça me plaît beaucoup ici. Je m'y sens bien. J'ai vraiment envie d'y rester* », espère Myriam D.

LAURENCE BOCCARA, JOURNALISTE

(1) Citations extraites de l'article de Lydie Launay, « Des HLM dans les beaux quartiers. Les effets de la politique de mixité sociale à Paris » (Métropolitiques, 19 novembre 2012). URL : <http://www.metropolitiques.eu/Des-HLM-dans-les-beaux-quartiers.html>

(2) Surclassement résidentiel : lorsque le statut social n'est pas « à la hauteur » du nouveau statut résidentiel, terme extrait de l'article de Pascale Dietrich-Ragon « Classement, déclassement, reclassement sur le marché résidentiel », Revue française de sociologie, 54-2, 2013